



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 janvier 2013
Français
Original : anglais

Lettre datée du 25 janvier 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration que la Commission de défense nationale de la République populaire démocratique de Corée a publiée le 24 janvier 2013 au sujet de la résolution 2087 (2013) du Conseil de sécurité (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) **Sin Son Ho**



**Annexe à la lettre datée du 25 janvier 2013 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République populaire démocratique
de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration publiée par la Commission de défense
nationale de la République populaire démocratique
de Corée rejetant la résolution 2087 (2013)
du Conseil de sécurité**

Pyongyang, le 24 janvier

Le lancement réussi du satellite Kwangmyongsong 3-2 a été un grand triomphe dans l'histoire de la nation, qui a porté au plus haut la dignité et l'honneur de la nation, et une réussite éclatante en matière d'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, réussite reconnue par le monde entier.

Dans le monde entier, les peuples épris de justice et de loyauté se sont tous réjouis de la réussite éclatante remportée par notre pays, si petit qu'il soit, au prix de ses propres efforts.

Même les institutions spatiales d'un pays hostile qui tiennent habituellement celles d'autres pays en piètre estime n'ont pu faire autrement que reconnaître, discrètement certes, le succès du lancement de satellite effectué par la République populaire démocratique de Corée à des fins pacifiques.

Confrontés à cette dure réalité, les États-Unis ont, dès le début de l'année, qualifié notre lancement de satellite de « tir de missile de longue portée », de « violation flagrante » des résolutions de l'ONU et d'« atteinte injustifiée » à la paix et à la sécurité mondiales afin d'exciter l'opinion publique.

Ils ont, pour finir, poussé le Conseil de sécurité à forger une nouvelle résolution durcissant les sanctions contre la République populaire démocratique de Corée. La ligne de force de la résolution a été concoctée dans les coulisses, avec les États-Unis dans le rôle de maître d'œuvre, et la résolution a été adoptée à main levée et les yeux fermés par les membres du Conseil de sécurité. Cela montre clairement que la politique d'hostilité des États-Unis envers la République populaire démocratique de Corée est entrée dans une phase dangereuse. Cela montre aussi que ces grands pays, qui ont l'obligation de préparer la voie à l'instauration d'un ordre mondial juste, n'hésitent pas à renoncer au principe le plus élémentaire, sous l'influence du comportement arbitraire et arrogant des États-Unis et incapables de revenir à la raison.

Cela indique en plus que le Conseil de sécurité, dont la mission est de garantir les droits souverains et la sécurité des États Membres, est devenu un organe international fantoche révolu dans lequel aucun espoir ne peut être placé. Face à l'adoption de cette résolution entièrement injustifiée sur la République populaire démocratique de Corée, la Commission de défense nationale de la République populaire démocratique de Corée déclare solennellement ce qui suit :

1. Nous rejetons entièrement les résolutions illégales adoptées par le Conseil de sécurité sur la République populaire démocratique de Corée

Nous n'avons jamais reconnu aucune des résolutions honteuses qui visent à durcir les sanctions ourdies par les forces hostiles pour porter atteinte à la souveraineté de la République populaire démocratique de Corée. La souveraineté est l'essence vitale même d'un pays. Un pays non souverain est un pays plus mort que vif. Par ce lancement de satellite, la République populaire démocratique de Corée n'a fait qu'exercer son droit et la souveraineté légitime que lui reconnaît le droit international. Par conséquent, les États-Unis et les pays qui ont déjà lancé des satellites n'ont aucune justification ni aucune raison de censurer le lancement de satellite effectué par la République populaire démocratique de Corée. Ils affirment sans vergogne qu'eux lancent des satellites et que d'autres pays lancent des missiles à longue portée. Ils se trompent lourdement s'ils pensent pouvoir convaincre le monde d'aujourd'hui par une telle affirmation. Les États-Unis devraient savoir que les temps ont changé, et que l'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée ont eux aussi changé. Outre une action menée à l'échelle de la nation en vue de défendre sa souveraineté, la République populaire démocratique de Corée continuera de lancer des satellites dans l'espace à des fins pacifiques.

2. La politique d'hostilité des États-Unis à l'égard de la République populaire démocratique de Corée étant entrée dans une phase plus dangereuse, l'attention devrait se tourner vers la dénucléarisation des grandes puissances comme les États-Unis plutôt que vers la dénucléarisation de la péninsule coréenne

La plus grande menace pour la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne réside dans la politique d'hostilité appliquée contre la République populaire démocratique de Corée par des forces félonnes de toutes sortes, dont les États-Unis, ainsi que les gigantesques forces armées nucléaires américaines qui soutiennent cette politique. L'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée sont arrivés à la conclusion que c'est seulement lorsque le monde, y compris les États-Unis, aura été dénucléarisé qu'il sera possible de dénucléariser la péninsule coréenne et garantir la paix et la sécurité de la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis prennent les devants pour attenter à la souveraineté de la République populaire démocratique de Corée, leurs alliés se rangent de leur côté et le Conseil de sécurité est réduit à un organe dénué d'impartialité et de bon sens. Compte tenu de cette situation, la République populaire démocratique de Corée ne peut faire autrement que déclarer qu'il n'y aura plus de pourparlers à six et que la déclaration conjointe du 19 septembre n'a plus d'effet. Il n'y aura plus aucun dialogue sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne même s'il peut y avoir des pourparlers sur la paix et la sécurité dans la région, notamment dans la péninsule coréenne.

3. Nous mènerons une opération d'envergure pour contrer la politique d'hostilité dirigée contre la République populaire démocratique de Corée par les États-Unis et les forces félonnes qui se rangent derrière les États-Unis, et préserver la souveraineté du pays et de la nation

La résolution du Conseil de sécurité sur le durcissement des sanctions contre la République populaire démocratique de Corée, qui a été adoptée sur l'initiative des États-Unis, représente la phase la plus dangereuse de la politique d'hostilité dirigée contre la République populaire démocratique de Corée. L'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée ne resteront pas inactifs face à la violation de la souveraineté de la nation et des intérêts suprêmes du pays. Face à la situation actuelle, l'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée mèneront une opération de grande envergure pour défendre la souveraineté du pays qu'ils chérissent plus que leur propre vie et déjouer les tentatives faites par les États-Unis et leurs alliés pour isoler et paralyser la République populaire démocratique de Corée. Le mouvement pour l'édification d'une puissance économique actuellement mené par l'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée, les efforts de conquête de l'espace, qui sont entrés dans une nouvelle phase, et le renforcement des moyens dissuasifs afin de protéger le pays et de défendre sa sécurité s'inscriront dans le cadre d'une opération d'envergure visant à faire échouer les manœuvres des États-Unis et des autres forces hostiles.

Nous ne cachons pas que les nombreux satellites et roquettes à longue portée qui seront lancés par la République populaire démocratique de Corée les uns après les autres et l'essai nucléaire de haut niveau auquel elle procédera font partie de l'opération de grande envergure qui marque une nouvelle phase dans la lutte commencée au siècle dernier contre les États-Unis, et qu'ils viseront les États-Unis, l'ennemi juré du peuple coréen.

Les comptes avec les États-Unis doivent se régler par la force, non par des paroles, car ce pays considère la loi de la jungle comme règle de survie. Le monde verra l'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée, forts de la justice de leur cause, châtier les forces hostiles et en sortir victorieux en ne faisant que défendre la souveraineté de leur pays.